

A. AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° DNCMP/18/T/2022-2023 pour la réalisation des travaux d'extension de l'adduction d'eau potable Munyinya vers L'ECOFO Bupfunda, en Commune RUTEGAMA

- Date de publication : 08/08/2022
- Date d'ouverture des offres : 29/08/2022

1. Objet

1. Par le présent Avis d'Appel d'Offres (AAO), la commune de RUTEGAMA invite les Soumissionnaires désireux à concourir, à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la réalisation **des travaux d'extension de l'adduction d'eau potable Munyinya vers L'ECOFO Bupfunda**, en Commune RUTEGAMA, province MURAMVYA, le marché est en un seul lot.

Financement du Marché

2. Le présent Marché est financé sur le **Fonds de l'exercice 2021- 2022 réservé sur le compte du FONIC.**

2. Garantie de soumission

Une garantie de soumission d'un montant égal à un million (1 000 000) FBU de la soumission sous forme d'une garantie bancaire selon le modèle de l'annexe n° 2.10 est exigée. Les chèques certifiés ne sont pas acceptés.

4. Spécifications du marché

La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres national (AON) tel que défini dans le Code des Marchés Publics du Burundi. Les travaux prévus dans le cadre de ce marché sont constitués **d'un seul lot.**

5. Les travaux **d'extension de l'adduction d'eau potable Munyinya vers L'ECOFO Bupfunda** qui font objet du présent Avis d'Appel d'Offres sont répartis en un seul lot.

6. L'ensemble des **travaux d'extension de l'adduction d'eau potable Munyinya vers L'ECOFO Bupfunda** s'étend sur un délai maximum de **trois(3) mois.**

Toutefois, le soumissionnaire peut proposer un délai plus court que celui stipulé ci-dessus.

Condition de participation.

7. La participation au Marché est ouverte, à égalité de conditions, à toute Personne Physique ou Morale [*qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un Groupement ou association (consortium) de soumissionnaires avec un Chef de File*] possédant les conditions juridiques, techniques, et les capacités financières nécessaires à l'exécution du Marché.

Ne peut participer à l'Appel d'Offres tout soumissionnaire concerné par l'une des règles

d'incapacité énumérée à l'article 161 du Code des Marchés Publics.

Consultation et acquisition du dossier d'appel d'offres

8. Le dossier d'appel d'offres peut être consulté au secrétariat de la commune RUTEGAMA pendant les heures de service de 7h 30 à 15 h 30 à partir de la date de publication de l'avis d'appel d'offres ; à l'adresse indiquée ci-dessous :

Au Bureau de la Commune RUTEGAMA

Tél. (257) 79208632 / 69714207

Moyennant le paiement de cent mille (100 000fbu) francs burundais : dont la moitié est à verser sur le compte N° 11 01/001-04 ouvert à la BRB et l'autre moitié sera versé au compte N° 80266-01-63 Ouvert à la BANCOBU au nom de la commune de RUTEGAMA

Les offres doivent être rédigées en langue française et uniquement au moyen de formulaire de soumission type inclus dans le dossier d'appel d'offres dont les dispositions et le format doivent être strictement respectés.

9. Toute question concernant le présent appel d'offres doit être adressée par écrit à :

Monsieur l'Administrateur de la commune RUTEGAMA

Personne Responsable des Marchés Publics

En mentionnant la référence de publication indiquée en haut de page, au moins 10jours avant la date limite de remise des offres figurant au point 14, section 1.

Visite du site

10. Une visite site du chantier sera organisée le 18.8/2022 à partir de 10h00.

Présentation de l'offre

11. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission de **un millions (1.000.000) FBU**. Les chèques certifiés ne sont pas acceptés.

Les offres doivent être rédigées en langue française et uniquement au moyen du formulaire de soumission type inclus dans le dossier d'appel d'offres, dont les dispositions et le format doivent être strictement respectés. Les Offres doivent être paginées, paraphées, et comprendre une table des matières.

12. Les offres devront être remises au Secrétariat de la commune RUTEGAMA au plus tard le ... 29/...8 /2022 à 10 heures. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres doivent être accompagnées des originaux des bordereaux d'achat du DAO.

Validité des offres

13. Les offres sont valables pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'ouverture des offres.

Date limite de dépôt des offres

14. Toutes les offres sous plis fermés, doivent être déposées au secrétariat de la commune RUTEGAMA, sise à RUTEGAMA au plus tard le 29 /..8/2022 à 10 heures précises. Les soumissionnaires peuvent remettre leurs offres main à main au début de la séance de l'ouverture des offres.

Toute offre reçue après la date limite ne sera pas prise en considération.

Séance d'ouverture des offres

15. Les offres seront ouvertes, en présence des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture ou de leurs représentants et le représentant du FONIC à la commune RUTEGAMA au plus tard le **29. / .8./2022 à 10 heures 30 minutes**. Le procès-verbal d'ouverture des offres doit être contresigné par tous les soumissionnaires présents et transmis à la DNCMP. Conformément à l'article 22 alinéa 9, un cadre requis par l'Autorité Contractante auprès de la DNCMP, peut participer à la séance d'ouverture des offres. Il dresse un rapport de déroulement de ladite séance et donne copie à l'Autorité Contractante. Il ne signe pas sur le procès-verbal d'ouverture des offres.

Critères de qualification des soumissionnaires.

16. Les soumissionnaires doivent faire preuve de leur capacité à satisfaire aux clauses et obligations du Marché ; à cette fin leur offre doit fournir les informations exigées dans les documents suivants :

16.1. Au niveau administratif :

1. La preuve d'achat du DAO portant le numéro du marché;
2. La Caution de soumission sous forme de garantie bancaire suivant le modèle du DAO;
3. Une attestation délivrée par une banque commerciale agréée attestant des capacités financières du soumissionnaire pour mener à bien l'exécution du marché ;
4. Le Statuts du soumissionnaire (personne morale) ;
5. L'Attestation de non redevabilité délivrée par les services de l'OBR en cours de validité;
6. Le Certificat d'immatriculation fiscale (NIF);
7. Le Registre de commerce (copie);
8. L'Attestation de non faillite délivrée par le tribunal de commerce;
9. Une attestation de non redevabilité de l'INSS en cours de validité;
10. L'adresse fixe et connue du soumissionnaire.

16.2. Au niveau technique :

La participation à la concurrence est ouverte aux entreprises résidant au Burundi, justifiant des capacités juridiques, financières et techniques requises pour exécuter les travaux. Le soumissionnaire doit avoir exécuté des marchés de travaux analogues et présenter des procès-verbaux de réception délivrés par le(s) Maître(s) de l'Ouvrage concerné(s). Des attestations justificatives seront annexées à son offre technique (dont les PV de réception définitive / provisoire) ;

b) Le plan de charge des marchés en cours ;

c) Les principaux éléments du matériel envisagés pour la réalisation du marché ainsi que les preuves de possession ou de location;

d) Les qualifications et l'expérience sur chantier des ingénieurs et techniciens dont la candidature est proposée pour le Marché.

16.3. Au niveau financier :

La preuve que l'entrepreneur est à même de démarrer les travaux avec ses propres fonds en attendant les procédures de déblocage de l'avance de démarrage. A cet effet, l'entrepreneur doit fournir une attestation bancaire de solvabilité d'une ligne de crédit.

Séance d'ouverture des offres

15. Les offres seront ouvertes, en présence des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture ou de leurs représentants et le représentant du FONIC à la commune RUTEGAMA au plus tard le **29 / 08 / 2022 à 10 heures 30 minutes**. Le procès-verbal d'ouverture des offres doit être contresigné par tous les soumissionnaires présents et transmis à la DNCMP. Conformément à l'article 22 alinéa 9, un cadre requis par l'Autorité Contractante auprès de la DNCMP, peut participer à la séance d'ouverture des offres. Il dresse un rapport de déroulement de ladite séance et donne copie à l'Autorité Contractante. Il ne signe pas sur le procès-verbal d'ouverture des offres.

Critères de qualification des soumissionnaires.

16. Les soumissionnaires doivent faire preuve de leur capacité à satisfaire aux clauses et obligations du Marché ; à cette fin leur offre doit fournir les informations exigées dans les documents suivants :

16.1. Au niveau administratif :

1. La preuve d'achat du DAO portant le numéro du marché;
2. La Caution de soumission sous forme de garantie bancaire suivant le modèle du DAO;
3. Une attestation délivrée par une banque commerciale agréée attestant des capacités financières du soumissionnaire pour mener à bien l'exécution du marché ;
4. Le Statuts du soumissionnaire (personne morale) ;
5. L'Attestation de non redevabilité délivrée par les services de l'OBR en cours de validité;
6. Le Certificat d'immatriculation fiscale (NIF);
7. Le Registre de commerce (copie);
8. L'Attestation de non faillite délivrée par le tribunal de commerce;
9. Une attestation de non redevabilité de l'INSS en cours de validité;
10. L'adresse fixe et connue du soumissionnaire.

16.2. Au niveau technique :

La participation à la concurrence est ouverte aux entreprises résidant au Burundi, justifiant des capacités juridiques, financières et techniques requises pour exécuter les travaux. Le soumissionnaire doit avoir exécuté des marchés de travaux analogues et présenter des procès-verbaux de réception délivrés par le(s) Maître(s) de l'Ouvrage concerné(s). Des attestations justificatives seront annexées à son offre technique (dont les PV de réception définitive / provisoire) ;

b) Le plan de charge des marchés en cours ;

c) Les principaux éléments du matériel envisagés pour la réalisation du marché ainsi que les preuves de possession ou de location;

d) Les qualifications et l'expérience sur chantier des ingénieurs et techniciens dont la candidature est proposée pour le Marché.

16.3. Au niveau financier :

La preuve que l'entrepreneur est à même de démarrer les travaux avec ses propres fonds en attendant les procédures de déblocage de l'avance de démarrage. A cet effet, l'entrepreneur doit fournir une attestation bancaire de solvabilité d'une ligne de crédit.